

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1094 le 15 septembre 2019

Dans ce numéro

Attentat suicide devant une base militaire dans le sud des Philippines...

(Page 2)

Découverte de deux sites de fabrication d'explosifs dans le nord-est du Maroc...

(Page 3)

Le groupe État islamique en Afrique de l'Ouest multiplie ses attaques contre l'armée nigériane...

(Page 4)

Les services de renseignement israéliens soupçonnés d'avoir déployé des IMSI Catchers à proximité de la Maison-Blanche...

(Page 5)

Lors d'un exercice militaire, l'armée chinoise aurait simulé une offensive contre Taïwan...

(Page 6)

Sanctions américaines à l'encontre de trois groupes de pirates informatiques soupçonnés d'être liés à la Corée du Nord...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

En Éthiopie, plusieurs blessés après une attaque à la grenade contre un camp de la police...

Une vingtaine de membres d'un important mouvement rebelle éthiopien ont été arrêtés en lien avec une attaque à la grenade contre un camp de la police, dans laquelle neuf personnes ont été blessées, a-t-on appris vendredi de source administrative régionale. L'attaque a eu lieu jeudi soir dans la ville de Burayu, à environ vingt kilomètres au nord-ouest de la capitale Addis Abeba, a rapporté la radio-télévision *Fana BC*, proche du pouvoir central. La ville est située dans la région Oromia, qui fut l'épicentre des manifestations anti-gouvernementales ayant mené à l'arrivée au pouvoir, en avril 2018, du Premier ministre Abiy Ahmed. Les personnes arrêtées sont des membres ou partisans du Front de libération oromo (OLF), a fait savoir dans un communiqué le service de presse de la région Oromia. « Nous avons arrêté vingt-deux personnes qui sont soit des membres, soit des sympathisants de l'OLF et elles sont soupçonnées d'avoir participé à l'attaque à la grenade de Burayu » indique ce communiqué.

(Africa Radio, le 13-09-2019)

Allègement de l'embargo sur les ventes d'armes à la République centrafricaine...

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé hier à l'unanimité un premier allègement de l'embargo sur les armes décrété en 2013 pour la Centrafrique, une demande de longue date des autorités de Bangui pour mieux combattre les groupes armés. Rédigée par la France la résolution adoptée par les quinze autorise la fourniture d'armes de calibre 14,5mm ou moins aux forces de sécurité centrafricaines avec une notification préalable d'au moins vingt jours à l'ONU. Elle doit informer sur les armes fournies, les moyens utilisés pour les acheminer ou la précision de leur destination finale. En aucun cas elles ne pourront être revendues ou transférées à des tiers, précise le texte.

(La voix de l'Amérique, le 13-09-2019)

Un millier de clés USB et de cartes SD envoyées en Corée du Nord par une association de transfuges nord-coréens...

Le mouvement pour la Corée du Nord libre, une association de transfuges nord-coréens installés en Corée du Sud, a lâché samedi matin en direction du Nord 20 grands ballons qui contenaient quelques 500 000 tracts hostiles au pays communiste, 500 pamphlets de même nature, 1 000 billets de 1 dollar américain, 1 000 clés USB, et 1 000 cartes SD. L'organisation a expliqué aujourd'hui qu'elle avait profité du typhon *Lingling*, qui a frappé la péninsule le week-end dernier à quelques jours de Chuseok, la fête traditionnelle des moissons, et surtout du 9 septembre, l'anniversaire de la fondation du régime. Les tracts adressés aux 20 millions de Nord-Coréens critiquent la succession sur le trône par les trois générations de Kim et présentent le développement de la Corée du Sud.

(KBS World Radio)

Attentat suicide devant une base militaire dans le sud des Philippines...

On notera cet attentat suicide dans le sud des Philippines. Un kamikaze vêtu d'une abaya, cette longue robe islamique, s'est fait exploser devant une base militaire. Aucune autre victime n'est à déplorer. Le groupe État islamique avait revendiqué les trois précédents attentats dans le pays.

(Deutsche Welle, le 09-09-2019)

À Kaboul, tir de roquette contre le ministère afghan de la Défense...

Hier, une roquette a touché un mur du ministère afghan de la Défense proche de l'ambassade américaine à Kaboul, la capitale de l'Afghanistan. Une date symbolique, un 11 septembre, alors que les États-Unis commémoraient les attentats terroristes. Hier, Donald Trump a promis d'intensifier les combats contre les taliban qui ont abrité les responsables d'Al-Qaïda.

(Radio Vatican, le 12-09-2019)

En Arabie saoudite, attaque de drones contre deux installations pétrolières d'Aramco...

Deux installations pétrolières du géant saoudien Aramco ont été la cible d'une attaque de drones ce matin. Une enquête a été ouverte peu après les faits, renseigne Riyad, qui n'a pas précisé la provenance des drones. Les rebelles yéménites soutenus par l'Iran revendiquent régulièrement des tirs de drones ou de missiles contre des cibles saoudiennes. Ils affirment agir en représailles aux frappes aériennes de la coalition menée par l'Arabie saoudite qui intervient au Yémen pour soutenir les forces pro-gouvernementales.

(Radio Vatican, le 14-09-2019)

Selon l'agence de presse officielle d'Arabie saoudite, un drone aurait ciblé deux sites pétroliers, dans l'est du pays, provoquant des incendies. L'agence a fait savoir samedi que les attaques ont ciblé deux installations pétrolières d'État du géant saoudien Aramco, dans les provinces d'Abqaiq et de Khurais. Dans un communiqué, les rebelles houthis du Yémen, pays voisin, ont plus tard revendiqué ces attaques, affirmant avoir utilisé dix drones. Des clichés pris dans la province d'Abqaiq montrent des colonnes de fumées s'élever au niveau du site. Ce dernier dispose de la plus grande usine mondiale de raffinage du pétrole, avec une production quotidienne de sept millions de barils. Ce n'est pas la première fois que des rebelles houthis ciblent des installations pétrolières. L'attaque la plus récente remonte au mois d'août, contre un champ pétrolifère situé dans l'est du pays, à un millier de kilomètres de zones placées sous le contrôle des houthis. L'étendue des dégâts consécutifs à l'attaque de samedi n'est pas encore clairement établie, mais elle pourrait avoir un impact sur l'évolution des cours du pétrole, à l'international.

(Radio Japon international, le 14-09-2019)

Sept morts après un attentat à la bombe artisanale dans le sud-est de la Turquie...

Sept personnes sont tombées en martyrs et dix autres ont été blessées à la suite d'une attaque perpétrée par l'organisation terroriste séparatiste PKK, via une bombe artisanale, lors du passage d'un véhicule transportant des villageois travaillant auprès de bûcherons. Les blessés ont été dépêchés dans divers hôpitaux de Kulp et Diyarbakir. Dans le cadre d'une enquête lancée à la suite de l'attentat, un mandat d'arrêt a été émis contre quatre suspects suite à un témoignage selon lequel un véhicule de la mairie avait été vu sur les lieux de l'attaque peu avant l'explosion. Quatre suspects, dont le responsable du HDP, Parti démocratique des peuples, à Kulp et le directeur des travaux techniques de la mairie de Kulp, ont été placés en garde à vue dans le cadre de l'enquête lancée par les équipes de la direction de la sûreté. Une opération a été lancée en vue de capturer les deux autres suspects. L'opération lancée contre les terroristes du PKK à la suite de l'attaque, se poursuit. Le président de la République turque, Recep Tayyip Erdogan, qui s'est entretenu par téléphone avec le préfet de Diyarbakir, Hasan Basri Guzeloglu, a été briefé au sujet de l'attentat terroriste. Le chef d'État turc Erdogan a souhaité la bénédiction d'Allah pour les martyrs et un prompt rétablissement aux citoyens blessés à la suite de l'attaque terroriste infâme. Il a assuré que tous les moyens de l'État seraient mobilisés pour capturer les terroristes et qu'il suivrait personnellement l'affaire. Le président a appelé les proches des personnes tombées en martyr et leur a présenté ses condoléances. Le président de la Grande assemblée nationale de Turquie (TBMM), Mustafa Sentop, a de son côté partagé un message sur son compte *Twitter*. Sentop a précisé que cette attaque visant les civils ne resterait jamais impunie. Le président du CHP, Parti républicain du peuple, Kemal Kilicdaroglu a condamné sur son compte

*Twitter l'attaque terroriste perpétrée à Diyarbakir.
(La voix de la Turquie, le 13-09-2019)*

Dans le sud-est de la Turquie hier, au moins sept personnes, toutes des civiles, ont été tuées dans l'explosion d'une bombe. Dix autres ont été blessées. La scène s'est produite à Diyarbakir. Les victimes se trouvaient dans une voiture qui passait au moment de l'explosion. Le gouvernorat local a imputé la responsabilité à des membres d'une organisation terroriste séparatiste. C'est ainsi que les autorités turques appellent les partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK.
(Deutsche Welle, le 13-09-2019)

Découverte de deux sites de fabrication d'explosifs dans le nord-est du Maroc...

Au Maroc, deux sites de fabrication d'explosifs ont été découverts. Ils se trouvaient dans une zone montagneuse, dans la province de Driouch. Les caches ont été découvertes dans le cadre des recherches sur une cellule liée à Daesh, cellule qui avait été démantelée il y a quelques jours à Berkane et Nador.
(Médi-1, le 10-09-2019)

Au moins vingt-neuf morts après deux attaques séparées dans le nord du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, au moins vingt-neuf personnes ont été tuées dimanche dans deux attaques dont l'une à l'engin explosif improvisé dans deux localités de la province du Sanmatenga dans le nord du pays. Ces attaques ont provoqué des exodes de population, notamment dans le nord. Des sources sécuritaires avaient auparavant fait état d'un bilan d'au moins vingt morts. Vingt-neuf morts, six blessés, des dégâts matériel : c'est le bilan de deux attaques hier, selon le gouvernement. D'abord un convoi transportant des vivres a été attaqué entre Kelbo, dans le Sahel, et Dablo, dans le centre-nord, par des individus armés non identifiés, a confié à *VOA Afrique* une autorité locale. Quatorze personnes, des civils, ont été tuées; selon le gouvernement, dans la nuit de dimanche. La source de *VOA* précise que le convoi de vivres, des tricycles, partait ravitailler les populations de Kelbo quand les terroristes ont ouvert le feu sur ces civils. Concernant la deuxième attaque, il s'agit d'un véhicule de transport en commun qui a sauté sur un engin explosif improvisé sur l'axe Barsalogo/Guendbila, des localités du centre-nord. L'attaque a fait quinze morts et six blessés, a indiqué le gouvernement dans un communiqué. Des renforts militaires ont été déployés et des opérations de ratissage sont en cours, annonce le gouvernement.
(La voix de l'Amérique, le 09-09-2019)

Nouvelle embuscade contre un convoi militaire dans le nord du Burkina Faso...

Le nord du Burkina Faso est miné par l'insécurité. Six gendarmes ont été tués dans une embuscade hier, dans la province du Soum. La veille déjà, toujours dans le nord du pays, deux attaques avaient fait vingt-neuf morts, tous des civils.
(Médi-1, le 10-09-2019)

Au moins six gendarmes étaient portés disparus dans le Sahel depuis lundi, a confié à *VOA Afrique* une source sécuritaire haut placée. Aux dernières nouvelles, deux auraient été retrouvés lundi soir. Mais certaines sources sécuritaires soutiennent que les six gendarmes ont été tués. En l'absence d'un bilan officiel on reste toujours dans le flou près d'une journée après l'embuscade contre un convoi militaire. Selon les faits, les gendarmes appartenant au détachement d'Inata dans le Sahel, revenaient d'un ravitaillement près de Djibo, toujours dans la même région, lorsqu'ils sont tombés dans une embuscade, indiquent les mêmes sources sécuritaires.
(La voix de l'Amérique, le 10-09-2019)

Attaques simultanées contre deux détachements militaires dans le nord du Burkina Faso...

Au moins deux militaires burkinabés ont été tués au cours de deux attaques simultanées à Baraboulé et Nassoumbou, deux localités de la province du Soum, dans le nord du Burkina Faso, ont annoncé jeudi à l'*AFP* des sources sécuritaires. « Dans la nuit du mercredi au jeudi, les détachements militaires de Baraboulé et Nassoumbou ont été la cible d'attaques simultanées. Le bilan provisoire de ces deux attaques est de deux militaires décédés et cinq blessés » selon une première source sécuritaire. « Les deux attaques ont été repoussées par les forces de défense et de sécurité qui ont également entrepris des opérations de ratissage » a déclaré une deuxième source sécuritaire. Cette double attaque survient

à deux jours du sommet exceptionnel des chefs d'État d'Afrique de l'Ouest sur la sécurité au Sahel, qui se déroulera samedi à Ouagadougou, en vue de relancer la lutte contre les groupes djihadistes.
(Africa Radio, le 13-09-2019)

Le groupe État islamique en Afrique de l'Ouest multiplie ses attaques contre l'armée nigériane...

Les corps de neuf soldats nigériens ont été découverts et une trentaine sont portés disparus après l'attaque, lundi, d'une base militaire du nord-est du Nigeria, revendiquée par l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), a-t-on appris de sources sécuritaires. « Pour l'instant, nous avons retrouvé les corps de neuf soldats et vingt-sept autres soldats sont toujours introuvables et nous ignorons s'ils sont toujours vivants » a confié mercredi soir un haut gradé militaire à l'AFP, sous couvert d'anonymat. « Les opérations de recherche sont toujours en cours » a ajouté une autre source militaire, donnant le même nombre de cadavres retrouvés. « Nous continuons à chercher nos vingt-sept autres hommes. Il est trop tôt pour spéculer sur leur sort » a souligné cette même source. L'armée nigériane n'a fait aucun commentaire sur cette attaque mais a annoncé avoir détruit deux véhicules armés d'ISWAP camouflés sous des arbres dans une attaque aérienne, neutralisant leurs occupants. Des combattants d'ISWAP, groupe issu d'une scission de Boko Haram, ont ouvert le feu lundi, sur un convoi militaire sur la route entre Damasak et Gudumbali, dans l'État de Borno, foyer de l'insurrection. Le groupe islamiste a revendiqué cette attaque mardi, affirmant avoir fait des dizaines de morts et saisi dix véhicules militaires ainsi que des armes et des munitions.

(Africa Radio, le 12-09-2019)

Six soldats nigériens, ainsi que l'un des commandants des milices civiles engagées auprès de l'armée, ont été tués dans une attaque portant la marque du groupe de l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), a-t-on appris vendredi de sources sécuritaires et civiles. Les djihadistes présumés sont arrivés à bord d'une douzaine de pick-up, jeudi soir, dans la ville garnison de Gubio, à 80 kilomètres de Maïduguri, la capitale de l'État du Borno et ont ouvert le feu sur les militaires et les milices. « Les corps de six soldats et du chef local de la milice des Forces Conjointes (CJTF) ont été retrouvés, criblés de balles » a révélé à l'AFP une source sécuritaire, ajoutant que beaucoup d'autres hommes restent introuvables. Il s'agit de la seconde attaque du groupe en moins d'une semaine. Lundi, des combattants d'ISWAP, groupe issu d'une scission de Boko Haram, ont ouvert le feu sur un convoi militaire sur la route entre Damasak et Gudumbali, faisant au moins neuf morts, et vingt-sept autres soldats sont toujours portés disparus.

(Africa Radio, le 13-09-2019)

Un militaire malien tué et plusieurs blessés lors d'une attaque complexe dans la région de Tombouctou...

Au Mali, un soldat a été tué et sept autres blessés, hier mercredi, dans la région de Tombouctou, dans le nord du pays, dans une embuscade tendue par des hommes armés, a-t-on appris de sources militaire et locale. C'était une attaque complexe avec une pose d'engin explosif improvisé suivie de tirs, selon des témoins. L'attaque a été menée par des individus armés à bord d'un pick-up. Les forces armées maliennes ont riposté puis du renfort est venu de Goundam, ont-ils renchéri tout en indiquant que les blessés ont été admis à l'hôpital militaire de Tombouctou.

(La voix de l'Amérique, le 12-09-2019)

Recrudescence des attaques de Boko Haram dans la région du lac Tchad...

Sept personnes, dont quatre civils, ont été tuées en une semaine dans deux attaques de Boko Haram dans l'ouest du Tchad, ont annoncé jeudi à l'AFP des responsables locaux et de l'armée, dans une région où le groupe djihadiste nigérian multiplie les incursions meurtrières. Trois militaires et deux civils ont péri le 4 septembre dans la sous-préfecture de Kaiga Kindjiria, a précisé un responsable de l'administration de la province du lac Tchad, qui a requis l'anonymat. « Des éléments de Boko Haram ont attaqué cette localité et tué deux villageois ». Un véhicule des militaires qui les poursuivaient a sauté sur une mine et trois soldats ont péri. Ce bilan a été confirmé à l'AFP par un officier de l'armée, sous couvert de l'anonymat. Mi-août dans la même localité, six personnes avaient été tuées dans un attentat perpétré par une kamikaze. Une semaine plus tard, mercredi, deux civils ont été tués et un blessé par des combattants de Boko Haram à Medikouta, un village situé lui aussi dans la province du lac Tchad, a indiqué à l'AFP le responsable provincial. Des habitants ont été attaqués alors qu'ils tentaient de récupérer leurs biens dans leurs maisons qu'ils avaient abandonnées il y a quelques mois

par peur du groupe djihadiste. « Les cases abandonnées par les paysans étaient habitées par les éléments de Boko Haram, qui ont ouvert le feu » a-t-il raconté. Le bilan a été confirmé à l'AFP par un responsable de l'armée tchadienne, qui a requis l'anonymat. Cette région du Tchad, comme celles qui bordent le lac Tchad dans les pays voisins - Niger, Nigeria, Cameroun - est le théâtre d'une recrudescence des attaques attribuées à Boko Haram depuis juin 2018, selon un rapport de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH).
(Africa Radio, le 13-09-2019)

Bogotá demande à La Havane l'extradition de membres présumés d'une guérilla marxiste-léniniste...

Le gouvernement colombien réclame à Cuba l'extradition de membres d'une guérilla marxiste-léniniste. Deux hommes sont sous le coup d'un mandat d'arrêt colombien et recherchés par Interpol. La Colombie menace de se plaindre auprès de l'ONU si La Havane ne réagit pas.
(Deutsche Welle, le 12-09-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Défection de douze Nord-Coréennes en 2016 : une opération des services de renseignement sud-coréens destinée à influencer les élections...

Retour sur l'affaire de la défection en groupe de douze serveuses nord-coréennes en Corée du Sud. L'affaire se passe le 8 avril 2016, cinq jours avant les législatives générales et sous l'administration de la présidente conservatrice destituée Park Geun-hye. Le ministère de la Réunification annonce alors la défection vers le Sud d'employées d'un restaurant nord-coréen en Chine, accompagnées du gérant. Une annonce qui n'a eu de cesse de susciter beaucoup d'interrogations. Certains soupçonnent alors le Service national de renseignement sud-coréen (NIS) d'être impliqué, dans l'unique but d'influencer les élections au profit des conservateurs. Plus de trois ans après l'affaire, la Commission sud-coréenne des droits de l'Homme (NHRCK) a confirmé que le ministère avait bien fait une telle annonce sur instruction du Conseil de sécurité nationale de la Cheongwadae de l'époque. Une procédure qui allait contre l'usage établi. La NHRCK considère cela comme une violation de deux lois, l'une sur le NIS, l'autre sur la protection des données personnelles. En conséquence, elle a confié cette enquête au procureur général. Le conseiller à la Sécurité nationale et le patron du renseignement de l'époque devraient être entendus. La commission a par ailleurs affirmé ne pas avoir pu vérifier si les soupçons, selon lesquels le NIS a planifié la défection des jeunes femmes nord-coréennes, sont fondés ou non, faute de preuves suffisantes. Elle a ainsi rejeté l'accusation formulée par la Minbyun, l'association des avocats sud-coréens pour une société démocratique. Celle-ci avait mis en avant l'implication illicite d'une organisation de l'État sud-coréen dans cette affaire.

(KBS World Radio, le 10-09-2019)

En Égypte, onze membres des Frères musulmans reconnus coupables d'espionnage au profit du Hamas...

Condamnation à perpétuité pour des Frères musulmans en Égypte, onze membres de la confrérie islamiste interdite dans le pays ont été reconnus coupables d'espionnage à la solde du Hamas palestinien. Les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent des procès politiques en violation du droit des accusés.

(Deutsche Welle, le 12-09-2019)

Les services de renseignement israéliens soupçonnés d'avoir déployé des IMSI Catchers à proximité de la Maison-Blanche...

Les dispositifs de surveillance par téléphone portable découverts près de la Maison-Blanche et d'autres lieux sensibles autour de Washington auraient été installés par Tel-Aviv, assure le média américain *Politico*. En effet, selon le témoignage de trois anciens hauts responsables qui ont commenté cette information, les investigations menées par le gouvernement américain ont conclu qu'Israël était à l'origine du placement de ces dispositifs dans le but d'espionner le président Donald Trump. Alors que le président américain, Donald Trump, est fier de ses relations étroites et amicales avec le régime israélien, Tel-Aviv aurait espionné Washington. En conséquence, au cours de ces deux dernières années, qui coïncident avec le mandat présidentiel de Trump, de petits dispositifs d'espionnage appelés *StingRay* ont été installés près de la Maison-Blanche et d'autres bâtiments gouvernementaux importants à Washington. Ces appareils se font passer pour des émetteurs de télécommunications

mais leur tâche véritable est de localiser les téléphones portables et d'extraire leurs informations d'identification. Ces appareils, dont le nom industriel est *IMSI-catchers*, sont capables de récupérer le contenu des appels utilisés et des données internet. Un *IMSI-catcher* (International Mobile Subscriber Identity) est un matériel de surveillance utilisé pour intercepter des données de trafic de téléphonie mobile et pour suivre les données de localisation des terminaux, et donc de leurs utilisateurs. Une ancienne autorité américaine a déclaré que ces dispositifs avaient peut-être été installés pour espionner Trump, ses principaux conseillers et ses proches collaborateurs, et qu'en dépit des affirmations de la Maison-Blanche, on ignore encore dans quelle mesure la mission israélienne a été couronnée de succès. La rédaction de *Politico* affirme que Donald Trump est réputé pour son laxisme quant aux protocoles de sécurité de la Maison-Blanche. Le journal avait d'ailleurs signalé en mai 2018 que le président utilisait souvent un mobile insuffisamment sécurisé pour communiquer avec ses amis et ses confidents. En octobre 2018, le *New York Times* avait révélé que des espions chinois écoutaient souvent les appels de Trump sur son téléphone portable. Les agents du département de la Sécurité intérieure des États-Unis, qui ont découvert en 2018 des dispositifs d'espionnage dans divers endroits à Washington, sont convaincus, après des recherches approfondies et une coopération avec le FBI et d'autres agences de sécurité, que des agents israéliens avaient installé ces appareils. Les porte-paroles de l'administration Trump, le FBI, le département américain de la Sécurité intérieure et les services secrets américains ont refusé de commenter le rapport de *Politico* et les révélations des anciennes autorités américaines. « Même après que la police fédérale et d'autres agences de renseignement ont conclu que les Israéliens avaient installé ces dispositifs près de la Maison-Blanche, Trump n'a toujours pris aucune mesure pour sanctionner publiquement ou secrètement Tel-Aviv » a déclaré une ancienne haute autorité de la sécurité américaine en critiquant la négligence de l'administration Trump. Citant des sources anonymes, *Politico* a écrit : « Bien que l'information ait été connue auprès des agences concernées (FBI, DHS, NSA et la CIA), le gouvernement Trump n'a fait aucun reproche au gouvernement israélien ni pris aucune mesure contre lui, contrairement à la plupart des autres cas où des incidents d'espionnage étrangers flagrants ont été découverts sur le sol américain. » Contacté par *Politico*, le porte-parole de l'ambassade israélienne, Elad Strohmayer, a nié qu'Israël ait placé ces appareils et a déclaré : « Ces allégations sont un non-sens absolu. Israël ne mène pas d'espionnage aux États-Unis, point final. » Notons que ce scandale sécuritaire a éclaté 48 heures après le limogeage du faucon John Bolton du poste de conseiller à la Sécurité nationale. (Press TV, le 13-09-2019)

... MILITAIRE ...

Possible armement nucléaire de la Corée du Sud ou du Japon évoqué par Steve Biegun en cas d'échec de la dénucléarisation de la Corée du Nord...

Certains alliés pourraient être persuadés de se doter de l'arme nucléaire s'ils jugent insuffisante la force de dissuasion nucléaire des États-Unis. C'est ce qu'a avancé le Service de recherche du Congrès américain (CRS). En effet, selon le rapport sur l'arsenal nucléaire non stratégique mis à jour vendredi dernier par le CRS, il s'agit surtout de la Corée du Sud ou du Japon, menacés par deux pays voisins dotés de l'arme nucléaire, la Chine et la Corée du Nord. Le représentant spécial du département d'État américain pour la Corée du Nord, Steve Biegun, a évoqué lui aussi un éventuel armement nucléaire des pays d'Asie dont la Corée du Sud ou le Japon en cas d'échec des pourparlers sur la dénucléarisation nord-coréenne. Concours de circonstance, c'est le 6 septembre qu'il a tenu ces propos à l'université du Michigan. (KBS World Radio, le 09-09-2019)

Lors d'un exercice militaire l'armée chinoise aurait simulé une offensive contre Taïwan...

Selon le journal en ligne libanais *Al-Masdar News*, l'armée chinoise a récemment simulé une offensive terrestre impliquant une gamme variée de ses unités non loin de l'île de Taïwan. Jugeant l'ampleur de cet exercice, des experts militaires ont indiqué que l'armée chinoise est prête à déployer tout son potentiel contre les forces séparatistes de Taïwan que les États-Unis soutiennent. En effet, via cette manœuvre, Pékin a l'intention d'envoyer un sévère avertissement aux pays qui interviennent dans les affaires intérieures de la Chine. (Press TV, le 09-09-2019)

En Corée du Nord, dixième tir de missiles à courte portée depuis le début de l'année...

La Corée du Nord a lancé ce matin deux projectiles de courte portée en direction de l'est. À en croire

l'état-major interarmées sud-coréen, les projectiles ont été tirés respectivement à 6h53 et à 7h12 depuis la ville de Kaechon, située dans la province de Pyongan du Sud dans l'ouest du pays. Ils ont tous deux parcouru environ 330 kilomètres. Leur nature, leur vitesse maximale et leur altitude de pointe ne sont pas encore connues. Les autorités du renseignement de Corée du Sud et des États-Unis sont en cours d'analyse. Il s'agit du dixième tir depuis le début de l'année et du deuxième en dix-sept jours. Le 24 août dernier, le régime communiste avait testé, selon lui, deux nouveaux lance-roquettes multiples de très grande taille. L'armée sud-coréenne scrute de près la situation dans le cas où il y aurait d'autres lancements et se tient prête à toute éventualité. La Maison bleue a aussitôt convoqué en urgence son Conseil de sécurité nationale (NSC). Sa réunion a été présidée par le patron de l'organisation Chung Ui-yong. La présidence sud-coréenne a alors exprimé sa profonde inquiétude à l'égard des séries de tirs de projectiles de courte portée depuis mai. Elle a aussi fait le point sur la situation sécuritaire dans la péninsule. Les autorités militaires sud-coréennes ont elles aussi appelé le Nord à cesser ces lancements qui, selon elles, n'aident pas à atténuer les tensions dans la péninsule. À noter également que P'yongyang a effectué ces nouveaux tirs seulement quelques heures après avoir annoncé son intention de reprendre fin septembre les négociations de travail sur le nucléaire avec les États-Unis.

(KBS World Radio, le 10-09-2019)

Des doutes persistent sur le nombre de projectiles dernièrement tirés par la Corée du Nord...

Les autorités militaires sud-coréennes ont annoncé hier que la Corée du Nord avait tiré deux projectiles. Or, contrairement à ce qui a été annoncé, l'armée nord-coréenne semble en avoir lancé trois, mais deux d'entre eux n'auraient pas atteint leur objectif. Ce sont des experts sud-coréens en la matière qui ont évoqué une telle possibilité en se basant sur les photos publiées aujourd'hui par le *Rodong Sinmun*. Ce journal officiel du Parti nord-coréen des travailleurs les a publiées, affirmant qu'il s'agissait d'un test de lance-roquettes multiple de très grande dimension. Selon ces experts, on y voit un tracteur-érecteur-lanceur (TEL) équipé de quatre tubes de lancement, dont les parties inférieures de trois restent ouvertes. À ce propos, l'état-major interarmées sud-coréen a réaffirmé avoir détecté seulement deux projectiles. Il mène tout de même un examen plus détaillé pour savoir si l'État communiste en a bien lancé trois.

(KBS World Radio, le 11-09-2019)

La poursuite des activités nucléaires de la Corée du Nord déplorée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)...

Le directeur par intérim de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a déploré la poursuite des activités nucléaires dans une partie des installations nord-coréennes. D'après Cornel Feruta, si la Corée du Nord semble avoir cessé ses activités dans certaines zones, elle les poursuit dans d'autres, voire même les développe davantage. Dans un communiqué publié hier, il a jugé gravement préoccupantes et profondément regrettables ces pratiques violant les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Il a ensuite souligné que son agence était prête à jouer un rôle très important dans la vérification du programme nucléaire du pays communiste, si un accord politique est trouvé entre les pays concernés. Le patron intérimaire de l'agence de Vienne a alors appelé une nouvelle fois le régime communiste à respecter pleinement les résolutions onusiennes, à coopérer promptement avec l'AIEA et à régler tous les problèmes en suspens.

(KBS World Radio, le 10-09-2019)

Le président vénézuélien ordonne le déploiement de missiles près de la frontière avec la Colombie...

La Colombie appelle à la sérénité face aux tensions avec le Venezuela. Un appel lancé alors que Nicolas Maduro, président socialiste du Venezuela, a ordonné des exercices militaires à la frontière et le déploiement de missiles. Il a invoqué des menaces de la part du gouvernement colombien conservateur. Pour rappel, Bogotá soutient Juan Guaido, le chef de l'opposition à Nicolas Maduro.

(Deutsche Welle, le 11-09-2019)

Les États-Unis envisageraient d'activer un traité régional de coopération militaire contre le Venezuela...

Washington active un traité régional de coopération militaire contre le Venezuela. Les États-Unis sont liés à dix autres pays du continent américain par un traité d'assistance réciproque. Donald Trump veut y

faire appel pour répondre à ce que la Maison-Blanche considère comme des mouvements belliqueux de la part du président vénézuélien Nicolas Maduro. L'armée vénézuélienne s'est déployée le long de la frontière avec la Colombie ces dernières semaines.
(*Deutsche Welle, le 12-09-2019*)

... CYBERESPACE ...

La suspension de plusieurs comptes *Twitter* dénoncée par le gouvernement cubain...

Le gouvernement cubain a dénoncé hier la suspension de plusieurs comptes *Twitter* de médias officiels au moment même où le président Miguel Diaz-Canel s'exprimait en direct à la télévision pour évoquer les pénuries d'essence dans l'île.

(*La voix de l'Amérique, le 12-09-2019*)

Sanctions américaines à l'encontre de trois groupes de pirates informatiques soupçonnés d'être liés à la Corée du Nord...

Le département américain du Trésor va imposer des sanctions à trois groupes de pirates informatiques qui, selon cette administration, travaillent pour la Corée du Nord. L'annonce a été faite vendredi. Les trois structures concernées sont *Lazarus Group* et deux de ses filiales les plus proches, *Bluenoroff* et *Andariel*. Les responsables du Trésor américain affirment qu'ils sont dirigés par le Bureau général de reconnaissance. Cette agence nord-coréenne d'espionnage leur demanderait de mener des attaques informatiques. L'une de ces attaques fut celle menée en 2017 avec le logiciel d'extorsion *WannaCry* contre plus de 150 pays, dont le Japon. P'yongyang est accusé d'avoir voulu utiliser l'argent pour la mise au point d'armes de destruction massive. La Corée du Nord a toujours nié son implication dans ces cyberattaques.

(*Radio Japon international, le 14-09-2019*)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67